



## **Consultation publique ARCEP**

\*\*\*

### **Synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné**

L'Arcep a initié fin 2020 une consultation publique afin d'interroger les opérateurs sur les problématiques financières et opérationnelles liées à la réalisation des raccordements finals au réseau FTTH.

SFR et XpFibre ont contribué à cette première consultation en mars 2021, en complément de leur participation au groupe de travail consacré à la « réalisation de tous les raccordements finals », animé par l'Arcep depuis octobre 2021.

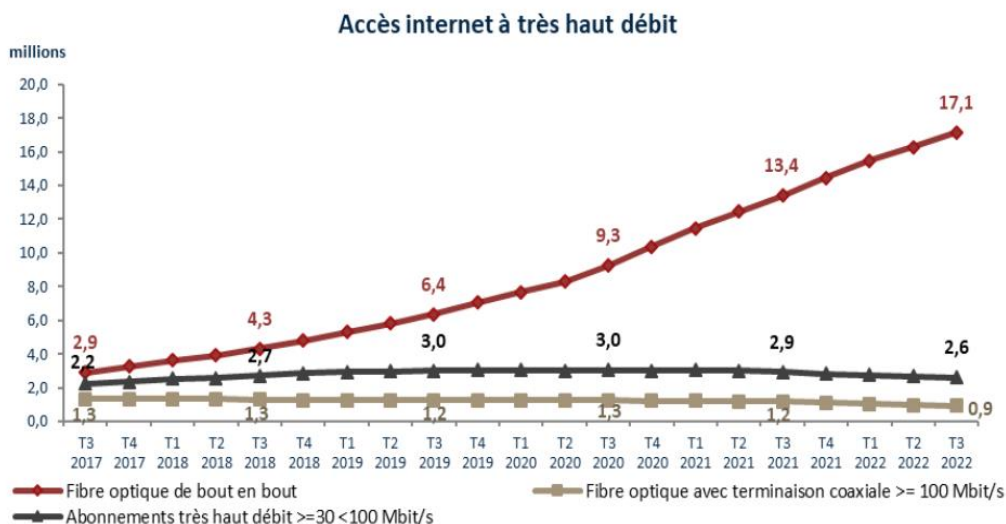
A la fin du troisième trimestre 2022, 33 125 000 locaux étaient éligibles aux offres FTTH selon l'observatoire<sup>1</sup> publié par l'Arcep le 1<sup>er</sup> décembre 2022, ce qui représente une hausse de 17% en un an.

En outre, au même instant le nombre d'abonnements FTTH s'élevait à 17,1 millions, soit 83 % du nombre total d'abonnements à très haut débit, et 54 % du nombre total d'abonnements internet à haut et très haut débit (+ 11 points en un an).

La progression des accès FTTH est donc très significative.

---

<sup>1</sup> [https://www.arcep.fr/fileadmin/cru-1676044269/reprise/observatoire/HD-THD-2017/2022-t3/Observatoire\\_HD\\_THD\\_T3\\_2022.pdf](https://www.arcep.fr/fileadmin/cru-1676044269/reprise/observatoire/HD-THD-2017/2022-t3/Observatoire_HD_THD_T3_2022.pdf)



C'est dans ce contexte que le nouveau document mis en consultation par l'Arcep le 12 janvier 2023 vise à « synthétiser les analyses menées sur les problématiques identifiées par l'Autorité et les acteurs ».

SFR souhaite rappeler que conformément à l'article L. 32-1 du CPCE, les consultations publiques de l'Arcep sont explicitement prévues pour « Toutes mesures (...) ayant une incidence importante sur un marché ou affectant les intérêts des utilisateurs finals ».

Or, force est de constater que la présente consultation publique ne porte sur aucune mesure, ni sur un projet de décision, mais sur un simple rapport de synthèse dépourvu de toute portée prescriptive.

Ainsi, SFR et XpFibre s'interrogent sur la portée réelle de cette consultation publique et sur les conséquences qui pourraient en découler.

En réponse à cette consultation, les commentaires de SFR et de XpFibre s'articuleront autour des deux thématiques suivantes :

1. La réalisation des raccordements non standards ;
2. Les pratiques tarifaires en zone moins dense.

## 1. La réalisation des raccordements non standards

Dans son document, l'Arcep souligne que les échanges avec les acteurs ont permis de constater l'existence de raccordements dits « *non-standards, dont la réalisation soulève des enjeux spécifiques, opérationnels ou financiers* ».

En particulier, l'Arcep retient deux catégories de raccordements non-standards :

- Les raccordements « *longs* », qui correspondent aux situations dans lesquelles la longueur de câble nécessaire au raccordement est importante ;
- Les raccordements « *complexes* », qui regroupent les cas où les infrastructures de génie civil sur le domaine public sont absentes, ou non mobilisables, en particulier le génie civil d'Orange nécessitant réparation ou remplacement.

SFR et XpFibre souscrivent à ce constat, et confirment l'existence de ces deux typologies de raccordements, qui se manifestent essentiellement en dehors des zones très denses.

Cependant les deux notions ne doivent pas être confondues.

### **Concernant les raccordements longs :**

En premier lieu, il convient de rappeler que depuis décembre 2021, l'offre d'accès aux lignes FTTH de XpFibre en zone moins dense (v3.0) définit le raccordement long de la manière suivante :

« *Raccordement long (ou « RAL ») : Raccordement de Local FTTH dont la distance entre le PBO et le PTO est supérieure à 300 mètres.* »

De plus, l'annexe tarifaire jointe au contrat d'accès précise que lorsque la longueur du câble entre le PBO de rattachement et la PTO du local à raccorder est supérieure à 300 mètres, des montants forfaitaires spécifiques trouvent à s'appliquer, par palier de 200 mètres :

#### **Cas particulier des raccordements longs :**

	<b>Raccordement long (Mode STOC)</b>						
	de 300 à 500 ml	de 500 à 700 ml	de 700 à 900 ml	de 900 à 1100 ml	de 1100 à 1300 ml	de 1300 à 1500 ml	au-delà de 1500 ml
Depuis PBO extérieur sur appui aérien	956 €	1161 €	1365 €	1570 €	1775 €	1980 €	sur devis
Depuis PBO extérieur en chambre	538 €	679 €	819 €	959 €	1100€	1240 €	sur devis

A cet égard, SFR et XpFibre se félicitent que l'Arcep approuve cette modalité, puisque le régulateur « *constate que certains opérateurs d'infrastructure ont introduit dans leurs offres des catégories supplémentaires de tarifs de sous-traitance en mode STOC pour les raccordements « longs* ». *Une telle approche semble être de bonne pratique dans la mesure où leur réalisation étant plus couteuse, il paraît légitime qu'elle soit plus rémunérée que la réalisation des raccordements « standard ».*

*En pratique, cette contribution prend parfois la forme d'un sur-forfait qui s'ajoute aux tarifs de sous-traitance des quatre types de raccordement final, et d'autres fois la forme d'un tarif de sous-traitance pour les raccordements « longs » identique quel que soit le type de raccordement final. Ces tarifs sont parfois modulés par tranches de longueur. »*

XpFibre considère qu'un raccordement long ne constitue pas intrinsèquement une difficulté ou un motif d'échec de raccordement final, sous réserve que l'opérateur d'immeuble informe l'opérateur commercial de l'existence d'un raccordement long via son fichier d'information préalable enrichie (ou IPE). XpFibre estime que les opérateurs commerciaux présents sur ses réseaux FttH disposent des modalités à la fois techniques et contractuelles leur permettant de réaliser les raccordements longs, dès lors que ces raccordements ne sont pas contrariés par des problématiques de génie civil (raccordements complexes).

A cet égard, XpFibre ne partage pas l'interprétation de l'Arcep selon laquelle un raccordement ne serait plus standard au-delà d'une longueur de 150 mètres.

Il convient en effet de rappeler que :

- La longueur du câble de raccordement ne se limite pas à la distance située entre le PBO et la limite entre le domaine public et le domaine privé ;
- Le gabarit de 150 mètres est un concept ancien et obsolète<sup>2</sup> ;
- La réglementation en vigueur ne définit pas la notion de raccordement long ;
- Le raccordement long relève d'une qualification contractuelle spécifiée dans l'offre de l'opérateur d'immeuble.

Conformément aux débats tenus en mars 2022 dans le cadre du groupe de travail multilatéral consacré aux raccordements finals, le statut de « raccordement long » doit être défini par l'opérateur d'infrastructure dans son offre d'accès, en précisant un seuil de longueur PBO-PTO applicable pour le réseau considéré ; ce seuil pouvant varier en zone d'initiative publique en fonction des conventions de délégation de service public.

Pour l'instant, SFR et XpFibre observent que ce statut n'est pas encore rendu explicite dans l'ensemble des offres de référence des opérateurs d'infrastructures FTTH.

#### **Concernant les raccordements complexes :**

Le document mis en consultation par l'Arcep mentionne ceci :

*« ... afin d'assurer que tous les raccordements puissent effectivement être réalisés, il semblerait souhaitable que l'opérateur d'infrastructure permette aux opérateurs commerciaux de recourir à la réalisation d'un raccordement en mode OI au cas par cas, raccordement par raccordement.*

*De plus il semblerait souhaitable que cette possibilité de recourir au mode OI soit offerte au moment de la commande d'accès mais également après un échec de raccordement, c'est à dire que l'opérateur commercial puisse demander que le raccordement soit réalisé en mode OI*

---

<sup>2</sup> Cf présentation faite par XpFibre en GT raccordement animé par l'Arcep le 17/12/2021

directement au moment où il passe commande ou bien après avoir fait une première tentative de raccordement en mode STOC, qui s'est soldée par un échec. » ...

L'Arcep estime donc « souhaitable » que l'opérateur commercial (ou OC) puisse, à son gré et « au cas par cas » confier à l'opérateur d'infrastructure (OI) la réalisation du raccordement de son client final.

SFR et XpFibre ne souscrivent pas à cette thèse, pour au moins deux raisons :

- **Le raccordement en « mode OI » n'est pas industrialisé à ce stade**

A ce propos, l'Arcep reconnaît elle-même dans son document que *« le mode STOC est aujourd'hui privilégié par les opérateurs commerciaux d'envergure nationale (OCEN) aussi bien en zones très denses qu'en zone moins dense, d'initiative publique ou privée et que quasiment tous les raccordements sont réalisés dans ce mode-là. »*

D'autre part, il convient de rappeler qu'en juillet 2015 l'Arcep avait considéré<sup>3</sup> *« justifié qu'un opérateur d'immeuble rejette une telle demande [commande d'accès en mode STOC] dans le cas où l'opérateur commercial méconnaîtrait, de manière répétée, les règles de l'art et les spécifications techniques raisonnables définies par l'opérateur d'immeuble. »*

A ce stade SFR et XpFibre observent que, si le mode OI a été introduit dans les offres d'accès passif aux lignes FTTH consécutivement à la publication de la décision n° 2015-0776 du 2 juillet 2015, celui-ci est resté quasiment inutilisé. En particulier, le dispositif de planification de l'intervention chez le client final de l'OC, via la visualisation du plan de charge de l'OI, n'a pas été mis en application à grande échelle.

- **Les prérequis ne sont pas réunis pour envisager la réalisation des raccordements complexes « au cas par cas » par l'opérateur d'infrastructure en « mode OI »**

La proposition de l'Arcep reviendrait à ce que les opérateurs d'infrastructures réalisent l'ensemble des raccordements considérés non standards par les opérateurs commerciaux, c'est-à-dire qui poseraient des difficultés opérationnelles ou financières, qu'il s'agisse des raccordements jugés subjectivement trop longs<sup>4</sup>, les raccordements nécessitant la création de génie civil en domaine public (ou en domaine privé), ou encore la réparation de génie civil appartenant à Orange. Il s'agirait de laisser la responsabilité et la charge financière quasi exclusive aux OI de la réalisation des raccordements les plus compliqués et/ou les plus coûteux alors que la quasi-totalité des raccordements standards continuerait à être réalisée par les OC.

Ce scénario soulève la question du caractère raisonnable de ces demandes au cas par cas. Dans l'hypothèse d'une telle évolution, chaque opérateur d'infrastructure devrait mettre en place une structure dédiée à la résolution des problématiques de génie civil, pour la réparation des infrastructures endommagées en lien avec Orange, et pour la création de génie civil en

---

<sup>3</sup> Cf en page 44 de la décision Arcep n°2015-0776

<sup>4</sup> or la longueur d'un raccordement ne constitue pas à elle seule une cause de complexité pour l'opérateur commercial, sous réserve que l'opérateur d'infrastructure ait clairement défini le statut de « raccordement long » et les modalités tarifaires associées au sein de son contrat

domaine public. Or, la fédération Infranum estime que les raccordements complexes coûtent en moyenne 5 000 euros et qu'ils représentent environ 5% des raccordements au niveau national. Les raccordements complexes existent sur l'ensemble de la zone moins dense, y compris en zone privée AMII ou AMEL et leur volume est variable selon l'historique de déploiements des infrastructures par Orange (certains départements peuvent avoir jusqu'à 40% de câbles en pleine terre).

XpFibre considère que le prérequis indispensable à une telle évolution résiderait avant tout dans la mise en place d'une modalité de financement des raccordements complexes à l'échelle nationale, de façon péréquée, qui ne ferait pas porter le risque au seul opérateur d'infrastructure.

Au regard de l'ampleur des câbles téléphoniques en cuivre déployés en pleine terre par l'opérateur historique sur le domaine public, la constitution d'une solution de financement s'avère en effet primordiale afin de permettre, dans l'intérêt des opérateurs commerciaux et de leur clientèle, la construction puis l'exploitation des infrastructures de génie civil manquantes.

La piste évoquée par l'Arcep d'une possible hausse non péréquée du tarif du segment PM-PBO, propre à chaque réseau FttH et sous réserve de justifications, n'est pas adaptée à la situation. D'une part, les opérateurs commerciaux privilégient des modalités de tarification homogènes et d'autre part, le risque financier reposerait entièrement sur l'opérateur d'infrastructure, alors que les situations sont très variables d'un territoire à un autre, en termes de volumes de raccordements complexes et de coûts associés. Par exemple, un réseau à l'échelle régionale pourrait plus facilement répartir ces surcoûts sur l'ensemble des lignes commercialisées qu'un réseau à l'échelle départementale dont le taux de câbles en pleine terre serait très important. Au-delà de la difficulté à estimer précisément les volumes de raccordements complexes, dans la mesure où ces situations sont potentiellement identifiées au moment de la souscription, le surcoût sur le territoire risquerait d'être prohibitif pour les opérateurs commerciaux, au détriment d'une concurrence saine et durable dans les territoires les plus ruraux.

De nombreux locaux risqueraient au final de ne pas disposer de solution filaire en fibre optique, remettant en cause le principe d'égalité de traitement entre les habitants, alors même qu'Orange prévoit la fermeture de son réseau en cuivre d'ici 2030.

XpFibre considère qu'une approche péréquée au niveau national doit impérativement être privilégiée. Celle-ci pourrait se baser sur un véhicule de financement national permettant des économies d'échelle. Ce véhicule financier pourrait mettre à disposition d'Orange les segments de génie civil en domaine public construits par les OI sur la base d'un bordereau de prix commun des prestations à réaliser, et Orange pourrait répercuter ces coûts de façon péréquée par le biais d'une hausse tarifaire de son offre location de fourreaux (offre régulée GC BLO). Ainsi, le financement des raccordements complexes se traduirait par une hausse tarifaire proportionnée, péréquée et régulée au niveau national, assurant une égalité de traitement quelle que soit la situation de chaque territoire et ne laissant personne sur le bord du chemin.

Si, après concertation, la communauté des opérateurs décidait de s'orienter vers un mode OI à la carte pour les raccordements complexes, il serait de plus indispensable de respecter un préavis raisonnable et de transmettre au préalable à chaque OI concerné des prévisions de commandes (a minima à la maille communale) afin que celui-ci puisse anticiper ce besoin et préparer son organisation et ses ressources en conséquence.

Par ailleurs, dès lors qu'une solution de financement telle que décrite ci-dessus serait établie, les opérateurs d'infrastructure pourraient envisager, avec l'appui des collectivités locales, de lancer des campagnes de pré-raccordement de locaux.

En outre, comme semble le suggérer l'Arcep<sup>5</sup>, certaines prestations optionnelles pourraient être étudiées en vue d'un enrichissement de l'offre des OI, par exemple :

- le débouchage / curage de conduites de génie civil ;
- la réalisation de tranchée et installation de fourreaux en parcelle privative.

A défaut de la mise en place préalable d'une solution nationale de financement des raccordements non standards, prenant en charge le risque financier pour le compte des opérateurs d'infrastructure, et dans l'hypothèse d'un recours sporadique à ce processus au libre choix de l'OC pour la réalisation des raccordements non standards, nous sommes persuadés qu'un tel comportement « au cas par cas » serait inefficace et contreproductif parce qu'il induirait :

- une désorganisation des ressources de production de l'OI qui, depuis des années, est focalisée sur le déploiement du réseau ;
- le risque de voir rapidement les OC se limiter à la réalisation des raccordements les plus rapides et/ou faciles, en fonction de critères arbitraires et propres à chaque opérateur ;
- et une perte de maîtrise du parcours client pour l'OC s'agissant des raccordements complexes.

**En outre, la consultation de l'Arcep évoque également la responsabilité de la réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public en dehors des ZTD :**

Le document mis en consultation indique notamment ceci :

*« Au regard des obligations relatives à l'accès au réseau FttH déployé et à sa complétude en dehors des zones très denses, il appartient à l'opérateur d'infrastructure, sauf difficultés exceptionnelles de construction, de procéder, aux constructions de génie civil manquantes sur le domaine public, y compris sur le segment du raccordement final du PBO jusqu'à la limite de domaine privé (en dehors des constructions neuves, cf infra), pour garantir un accès effectif des opérateurs tiers aux lignes FttH et assurer la pleine portée utile de l'obligation de complétude. »*

*[...]*

---

<sup>5</sup> en page 7 du document mis en consultation

*« Un cas particulier est celui des constructions neuves. Dans ce cas, en application de l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme, les obligations du bénéficiaire de l'autorisation de construire s'étendent au droit du terrain pour la création du génie civil d'adduction aux réseaux de télécommunications, en tant qu'équipement propre » [...]*

SFR et XpFibre adhèrent à ces considérations, qui confirment leur interprétation du cadre légal et réglementaire en vigueur, en vertu duquel le constructeur d'un immeuble neuf est assujéti à des obligations qui, conformément aux dispositions de l'article L 332-15 du Code de l'Urbanisme, *« s'étendent au branchement des équipements propres à l'opération sur les équipements publics qui existent au droit du terrain sur lequel ils sont implantés »*.

Le bénéficiaire de l'autorisation de construire a donc la charge et la responsabilité de créer, en tant qu'équipement propre, au-delà des limites de la parcelle privative c'est-à-dire « au droit du terrain », le segment de génie civil permettant l'adduction de son ouvrage aux réseaux de télécommunications.

Par ailleurs, lorsque l'infrastructure de génie civil est déjà présente sur le domaine public, mais non mobilisable (endommagée ou saturée) pour déployer et distribuer le réseau FTTH, il est légitime que l'OI puisse solliciter le gestionnaire de cette infrastructure d'accueil pour que ce dernier procède lui-même à la rénovation ou la désaturation de ses infrastructures, sur le fondement de l'article L 34-8-3 du CPCE.

En particulier, lorsque Orange est le propriétaire ou le gestionnaire des infrastructures concernées, ce dernier a l'obligation de fournir des processus de désaturation et de rénovation au titre de la décision d'analyse de marché n°2020-1445, et de permettre la mise en œuvre de ces opérations par les opérateurs<sup>6</sup> s'ils en font la demande.

En dehors des cas précités il est urgent, dans l'intérêt général, **pour la construction du génie civil manquant**, que des **solutions publiques de financement sur la base d'une péréquation nationale des coûts soient identifiées** au risque, le cas échéant, que le Plan THD ne puisse être achevé à l'horizon espéré par les pouvoirs publics.

Les travaux doivent également se poursuivre afin d'améliorer les modalités de traitement et de réparation du génie civil d'Orange (adaptation des processus, simplification de la fiche DOSTEC, délais de réparation), dans la mesure où la responsabilité de l'entretien et de la réparation des infrastructures existantes d'Orange ne doit pas reposer exclusivement sur l'OI.

Il convient de souligner l'importance de la responsabilité d'Orange en matière d'entretien et de maintenance de l'infrastructure de génie civil dont il est propriétaire, y compris les appuis aériens mobilisables pour les raccordements finals.

---

<sup>6</sup> clients de l'offre GC BLO



L'Arcep doit veiller à ce que cette responsabilité soit garantie de façon effective et homogène sur l'ensemble du territoire national afin d'éviter un désengagement opportuniste d'Orange, en particulier sur les zones pour lesquelles Orange (OI) n'assure pas le déploiement FTTH, étant rappelé que les opérateurs paient l'utilisation des infrastructures d'Orange de manière forfaitaire pour 100% de la zone-arrière de chaque point de mutualisation (PM) du réseau FTTH qu'ils déploient.

## 2. Les pratiques tarifaires en zone moins dense

### Concernant le modèle de référence de l'Arcep

Dans sa synthèse des travaux, l'Autorité considère comme une référence pertinente le modèle tarifaire des coûts moyens de construction des raccordements standards réalisés dans le respect des règles de l'art en zone moins dense d'initiative privée (zone AMII) qu'elle a établi précédemment et dont le tableau ci-dessous résume les principales composantes par typologies de câblage :

Typologie	Palier	Souterrain	Façade	Aérien
Linéaire total PBO-DTIO	30 m	100 m	70 m	100 m
Coût d'intervention	138 €	293 €	358 €	422 €
Charges	42 €	65 €	79 €	86 €
<b>Total</b>	<b>180 €</b>	<b>358 €</b>	<b>437 €</b>	<b>508 €</b>

Comme XpFibre l'a déjà précisé dans sa réponse à la consultation publique de l'Arcep de mars 2021 sur les évolutions envisagées concernant la tarification des raccordements finals standards sur le territoire, les charges supportées par l'opérateur d'infrastructure englobent le pilotage des opérateurs qui agissent en tant que sous-traitants pour la réalisation des raccordements en mode STOC, le développement des outils informatiques ou de support hotline associés à la production et au suivi des raccordements (outils communs Interop'Fibre, webservice e-mutation, CRI asynchrone, outil E-intervention notamment), ainsi que les coûts communs relatifs aux frais financiers et aux frais de structure. La problématique de qualité du raccordement en mode STOC a permis de mettre en lumière les frais de l'OI liés au contrôle des raccordements et de manière générale à la résolution des problématiques liées à la non-qualité de production de certains raccordements. Jusqu'à présent les surcoûts liés aux malfaçons (audit, suivi des remises en conformité, suivi des facturations, évolution des systèmes d'information pour analyser les CRI (dont l'intelligence artificielle), les interventions non prises en charge par les OC, etc.) sont presque intégralement pris en charge par l'OI, ce qui peut alourdir le coût final de construction du raccordement.

### Concernant les pratiques tarifaires en zone d'initiative privée

SFR est favorable à l'application du modèle de l'Arcep de référence des coûts de construction des raccordements standards pour la zone d'initiative privée, comme nous l'avons déjà écrit dans la réponse à la consultation publique précédente sur le raccordement final de décembre 2020 :

*« SFR considère que le modèle de l'ARCEP aboutit à des coûts représentatifs des coûts des raccordements. »*

*Dans le but d'éviter des biais tarifaires qui nuisent globalement à l'efficacité économique, SFR est favorable à l'homogénéisation des grilles tarifaires des différents OI pour la sous-traitance du raccordement final par l'OC.*

*Le modèle de l'ARCEP paraît constituer une bonne référence pour ces grilles tarifaires. »*

En tant qu'opérateur d'infrastructure, XpFibre est également favorable à l'harmonisation des tarifs de sous-traitance en zone d'initiative privée, afin qu'ils soient établis en cohérence avec la réalité des coûts de construction propres à chaque typologie de câblage. Dans la mesure où la tarification à l'euro à l'euro reste la principale modalité en vigueur en zone AMII, la fixation contractuelle des tarifs d'usage au niveau du modèle de coûts de l'Arcep n'est envisageable qu'à condition que les tarifs de sous-traitance en mode STOC soient harmonisés.

XpFibre souscrit également à la proposition de l'Arcep que les tarifs de référence pour la restitution en cas de *churn* (communément appelés droits de rétrocession ou droits de suite) soient fixés selon son modèle de coûts par typologie de câblage. Selon l'Arcep, cette évolution devrait garantir un traitement identique entre les opérateurs commerciaux, qu'ils soient premier entrant sur un local dont le raccordement est à construire ou nouvel opérateur utilisant un raccordement existant.

Néanmoins, l'alignement des grilles tarifaires des OI sur le niveau du modèle de l'Arcep ne peut toutefois se faire que si tous les OI adoptent cette nouvelle référence de façon coordonnée. Or le document de l'Arcep qui est un simple rapport de synthèse ne paraît pas de nature à encadrer de façon univoque des changements aussi structurants.

Des travaux et concertations supplémentaires devraient être menés par l'Arcep pour que ces dispositions soient bien acceptées par l'ensemble des acteurs.

SFR relève le problème particulier des raccordements déjà construits et mis à disposition où il paraît difficile et même juridiquement impossible de revenir *a posteriori* sur la référence tarifaire en vigueur à la date de construction du raccordement.

Un OC serait pleinement légitime pour refuser à ce qu'un raccordement soit rétrocedé sur la base d'une référence tarifaire plus faible que celle qui était contractuellement en vigueur lorsque cet OC avait acquis son droit d'usage sur le raccordement.

L'analyse de l'Arcep est faite en effet en partant de l'hypothèse que l'OC qui rétrocede le raccordement est le premier OC qui a construit ce raccordement. Pour l'Arcep le coût de cet OC pour construire le raccordement est donné par le coût de son modèle. Cet OC ne serait donc pas pénalisé si le tarif de rétrocession était abaissé au niveau des coûts du modèle lorsqu'il devra le rétroceder. En revanche dans le cas (non envisagé dans le document) d'un OC qui n'a pas construit le raccordement mais l'avait lui-même obtenu par rétrocession, cet OC sera forcément lésé quand il devra le rétroceder à un nouvel OC sur la base d'un tarif de restitution plus bas que celui qu'il avait lui-même payé.

SFR et XpFibre considèrent donc que des travaux supplémentaires restent à mener par l'Arcep si cette dernière souhaitait qu'une nouvelle référence tarifaire soit effectivement appliquée par le secteur.